



Maison de l'Economie Sociale  
et Solidaire en Pays Basque

KABIA FESST  
KABIA FESST  
KABIA FESST

## SYNTHESE GENERALE

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST KABIA FESST

KABIA FESST

LE 25.11 AU CASINO DE BIARRITZ

L'ESS 2040 EN PAYS BASQUE

# SYNTHESE DES INTERVENTIONS

## Ouverture du KABIA FESST

Le président de l'association a ouvert le KABIA FESST, un événement centré sur la coopération et la projection pour l'ESS en 2040. Il a remercié la mairie de Biarritz pour son soutien.

Madame le Maire a ensuite souhaité la bienvenue aux participants au salon Diane du casino municipal de Biarritz. Elle a souligné l'importance de l'ESS pour la ville, représentant plus de 1000 organisations et 13 000 emplois. Elle a présenté le programme de la journée, comprenant des tables rondes le matin et des ateliers participatifs l'après-midi, se concluant par un concert du duo Oh Brother Man! à 17h00.

## Mot d'accueil par la fondatrice de l'association

Ghis Haye, fondatrice de KABIA, a souligné que l'ESS n'est pas une économie de seconde zone, représentant 7% du PIB, 14% de l'emploi privé et 22 millions de bénévoles. Elle a insisté sur le fait que l'ESS innove, produit et développe, visant à renforcer la cohésion sociale et à développer des activités et de l'emploi. Ghis Haye a rappelé la loi Hamon de 2014 qui a permis de lier l'entreprise lucrative à l'économie sociale et l'économie solidaire, et de penser l'ESS comme une modalité de transformation de l'économie.

## TABLE-RONDE 1 : LES NOUVEAUX MODELES ECONOMIQUES

**La modératrice a présenté les trois intervenants de la table ronde : Maxime Baduel (délégué ministériel à l'ESS), Timothée Parrique (économiste) et Ximun Carrere (co-directeur du Conseil de développement du territoire).**

## L'ESS comme force économique et politique selon Maxime Baduel

Maxime Baduel a expliqué son rôle de délégué ministériel, représentant le ministre Serge Papin pour concevoir, évaluer et mettre en œuvre la politique publique de l'ESS. Il a décrit l'ESS comme "pollinisatrice" de l'économie conventionnelle, inspirant la responsabilité sociétale des entreprises.

Maxime Baduel a souligné que l'ESS représente comme évoqué en préambule 7 à 10% du PIB (encore de débats sur la qualification), 14% de l'emploi privé et 22 millions de bénévoles. Face aux tensions budgétaires actuelles, il a mentionné la création d'une cellule de liaison et d'accompagnement pour suivre la santé économique des acteurs de l'ESS. Il a évoqué une future campagne de communication grand public pour montrer la puissance et le rôle de l'ESS dans le quotidien des citoyens. Il a insisté sur le fait que l'ESS est une économie politique au sens premier du terme qui participe aux grandes transitions économiques, sociales, environnementales et démocratiques.

## L'ESS comme véritable modèle économique alternatif selon Timothée Parrique

Timothée Parrique a présenté l'ESS comme un modèle économique alternatif complet, pas seulement complémentaire au capitalisme. Il a introduit le concept de "bascullement" pour comprendre l'émergence de nouveaux systèmes économiques. Selon lui, pour développer l'ESS, deux stratégies sont nécessaires : améliorer l'ESS elle-même et activement démanteler le capitalisme. Il a souligné que face aux défis écologiques de 2040, des réductions radicales des empreintes écologiques seront nécessaires. Il a argumenté que l'ESS possède une force d'innovation que le capitalisme n'a pas, étant plus efficace dans l'usage des ressources.

## Les résultats de l'enquête sur le Pays Basque 2040 par Ximun Carrere

Ximun Carrere a présenté les résultats d'une enquête menée par le Conseil de développement du Pays Basque sur la vision du territoire en 2040, impliquant 1700 participants à travers une centaine d'actions. Bien que les participants n'utilisent pas explicitement le terme "ESS", leurs préoccupations correspondent aux valeurs de l'ESS : territorialisation, coopération, utilité sociale et démocratie. Il a noté que les habitants perçoivent une économie confrontée à des limites, avec des ressources rares, et expriment des préoccupations concernant les conditions de travail dégradées. Les participants aspirent à reprendre le contrôle de leur territoire face à la gentrification et voient dans la monnaie locale un outil de cohésion territoriale.

## Discussion sur le statut du bénévole et son importance pour l'ESS

La discussion a abordé le statut du bénévole et son importance pour l'ESS. Maxime Baduel a souligné que le bénévolat est indispensable, représentant l'équivalent d'un doublement de la masse salariale dans certaines associations. Il a noté un changement dans les comportements de bénévolat depuis la crise sanitaire, avec un bénévolat plus court et volatil, et un effondrement du bénévolat de gouvernance. Il a également souligné l'importance du temps libre comme ayant une valeur au-delà de l'emploi salarié.

## Défis de financement pour les petites structures associatives

Les intervenants ont discuté des défis de financement pour les petites structures associatives. Maxime Baduel a évoqué la nécessité d'installer le "réflexe ESS" dans différents secteurs comme l'économie circulaire. Il a souligné que l'ESS répare souvent les maux du capitalisme, citant les initiatives de l'économie solidaire face au chômage de masse dans les années 1970. Il a mentionné la nécessité de sécuriser le rôle des subventions, notamment en donnant plus de visibilité aux associations à travers des conventions pluriannuelles et en leur permettant de générer des excédents de trésorerie pour faire face aux crises.

## Comment préserver l'éthique de l'ESS face au système capitaliste

Timothée Parrique a abordé le défi de préserver l'éthique de l'ESS face au système capitaliste. Il a utilisé la métaphore d'une fête bruyante où l'ESS doit parler de plus en plus fort pour se faire entendre, risquant de développer des mécanismes capitalistes pour survivre. Sa solution : "baisser le volume du capitalisme" en fermant certaines activités capitalistes. Il a argumenté pour une "décroissance territoriale", proposant de remplacer les supermarchés par des coopératives alimentaires. Il a souligné que la France est l'un des pays les plus riches du monde et que la rareté perçue est souvent artificielle, avec 10% des plus riches possédant la moitié du patrimoine national.

## Questions-réponses sur l'établissement de nouvelles règles économiques

Une participante a demandé s'il était possible d'établir de nouvelles règles économiques dans le système actuel. Maxime Baduel a répondu que cela passe par la "pollinisation" de l'économie conventionnelle par l'ESS, notamment via la commande publique et le financement des banques publiques. Timothée Parrique s'est montré plus pessimiste, soulignant que les tentatives passées ont échoué face à la puissance des intérêts financiers et industriels. Ximun Carrere a ajouté que la question qui émerge du terrain est celle de savoir où s'établissent les règles, avec un sentiment que ces lieux de décision sont trop éloignés des citoyens.

## Différence entre l'ESS et le statut d'entreprise à mission

Une participante a demandé la différence entre l'ESS et le statut d'entreprise à mission. Maxime Baduel a expliqué que les fondements sont fondamentalement différents : l'ESS repose sur la gouvernance démocratique, l'utilité sociale et des règles de partage de la valeur, tandis que l'entreprise à mission ajoute une "surcouche" à une entreprise dont l'objectif premier reste l'accroissement de la valeur économique pour les actionnaires. Il a illustré cette différence en comparant une assurance santé et une mutuelle de santé, cette dernière n'ayant pas d'actionnariat et réinjectant sa richesse dans son objet social.

## Chemins vers une économie plus durable et équitable

Timothée Parrique a présenté plusieurs pistes pour transformer l'économie : reprendre la souveraineté monétaire pour financer le non-marchand, changer la gouvernance des entreprises, démarchandiser certains secteurs (comme l'eau), et mettre en place une garantie d'emploi local avec un revenu de transition écologique et sociale. Il a critiqué les 34 milliards d'euros dépensés annuellement en publicité en France, suggérant que ces ressources pourraient être mieux utilisées. Il a conclu que malgré des obstacles politiques difficiles, une transition économique viable est théoriquement possible.

## TABLE-RONDE 2 : LES NOUVELLES FORMES DE COOPERATION

### Introduction

William, l'animateur, présente le thème de la table ronde sur les nouvelles formes de coopération. Il explique que ce choix thématique est lié à l'importance de la coopération pour la réussite de l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'amélioration de la qualité de vie sur les territoires. Il souligne que l'ESS n'a pas de sens si elle est vue uniquement dans son propre prisme et qu'elle doit interagir avec d'autres réalités économiques, la société civile et les collectivités.

Il présente ensuite les intervenants : Eztitxu Cuervo Peersman (juriste spécialiste de l'ESS), Marie-Agnès Barrière (directrice du développement économique de la Communauté d'agglomération du Pays basque), Leire Loyatho (co-gérante de la ferme Elizaldia et présidente du conseil de surveillance d'Herrikoa), Céline (directrice de la Maison Pariès), et Marine de Baillenx (responsable de la coordination des entreprises pour les Conventions des Entreprises pour le Climat).

### Présentation de la politique économique de la Communauté d'agglomération du Pays basque

Marie-Agnès Barrière présente le schéma de développement économique de la Communauté d'agglomération du Pays basque, axé sur une économie "productive, responsable et équilibrée". Elle explique que l'ESS est traitée au même titre que les autres filières économiques du territoire, avec une vice-présidente dédiée et une chargée de mission spécifique. Elle détaille comment la collectivité a fait évoluer ses outils d'aide aux entreprises pour les orienter vers la transition écologique et énergétique, avec plus d'un tiers du budget consacré aux aides directes. Ces aides sont conditionnées à des engagements environnementaux, comme l'éco-score pour l'immobilier d'entreprise ou la décarbonation des processus industriels pour le contrat Résilience et performance. Elle mentionne également l'évolution de l'atelier d'innovation pour inclure l'innovation sociale et l'ouverture aux entreprises de l'ESS.

### Présentation de la coopération dans le cadre de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC)

Marine de Baillenx explique le concept de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC), un programme né suite à la Convention citoyenne pour le climat. La CEC vise à accompagner les dirigeants d'entreprises dans la transformation de leur modèle économique vers une économie régénérative, qui non seulement réduit les externalités négatives mais aussi répare et régénère ce qui a été abîmé. Le programme engage un binôme (dirigeant et collaborateur) à élaborer une feuille de route d'économie

régénérative, qui est ensuite rendue publique. Marine souligne que la coopération émerge naturellement de ce processus, grâce à la création d'un cercle de confiance entre participants. Elle précise que neuf entreprises basques ont participé au dernier parcours, s'ajoutant à une dizaine lors du parcours précédent.

## Témoignage Céline Pariès participante à la CEC

Céline, directrice de la Maison Pariès, partage son expérience du parcours CEC Nouvelle-Aquitaine, qu'elle qualifie de "bouleversant". Elle souligne que beaucoup de bon sens et de valeurs étaient déjà ancrés dans les pratiques au Pays basque, mais que la CEC a permis de les structurer. Elle estime qu'une entreprise comme la sienne, ancrée sur le territoire, doit être exemplaire et embarquer ses collaborateurs dans la transformation des pratiques. Elle insiste sur l'importance de montrer que "tout est encore possible" si tous s'y mettent ensemble, reflétant l'approche optimiste de la CEC.

## Présentation de structures de coopération au Pays basque par Leire Loyatho

Leire Loyatho présente sa ferme Elizaldia, qui élève, transforme et vend en direct de la charcuterie au Pays basque intérieur. Elle explique ensuite son rôle de présidente du conseil de surveillance d'Herrikoa, une société commandite par action qui a levé du capital auprès de 2000 citoyens pour investir dans les entreprises locales. Herrikoa a investi cette année 600 000€ dans une quinzaine d'entreprises, principalement des TPE et PME, permettant notamment des transmissions d'entreprises. Elle évoque également d'autres structures de coopération : le consortium du jambon de Bayonne (créé en 1998), le GIE Erosi (groupement d'achats pour 70 entreprises agroalimentaires), le cluster Uztartu (porteur de la marque Herriko) et Pays Basque Industrie (regroupant 70 industriels). Ces structures permettent aux PME du territoire, qui ne peuvent pas être compétitives sur le volume ou le prix, de se différencier par la qualité et de mutualiser certaines fonctions ou compétences.

## Définition et cadre juridique de l'économie sociale et solidaire

Eztitxu Cuervo Peersman explique son parcours de juriste vers l'ESS, notamment au sein de Finacoop, première SCIC d'expertise comptable. Elle souligne que l'ESS représente un changement de paradigme par rapport à la définition traditionnelle de l'entreprise (article 1832 du Code civil), en abordant l'entrepreneuriat différemment. Elle précise que l'ESS repose sur trois piliers : l'utilité sociale des activités, une gouvernance partagée et une lucrativité limitée. Elle distingue l'ESS de la RSE, cette dernière découlant de la loi PACTE et de normes comme l'ISO 26000. Elle explique que l'ESS permet l'innovation car l'intérêt capitaliste peut être un frein dans l'économie conventionnelle. Elle souligne également que l'ESS permet des structurations hybrides et une vision moins verticale de l'entreprise.

## Exemples concrets de coopération sur le territoire

Céline Pariès présente un exemple concret de coopération avec son gâteau basque 1895. Elle explique avoir collaboré avec Gabriel Durruty pour réintroduire des variétés anciennes de pommes qui avaient quasiment disparu au Pays basque. Elle a également utilisé de la farine Herriko, issue de blé local valorisé à plus de 50% par rapport au cours du marché pour encourager les agriculteurs à cultiver cette céréale malgré les contraintes climatiques. Elle mentionne que cette farine lui coûte 46% plus cher que la farine conventionnelle. De même, elle a utilisé du beurre des Aldudes, 23% plus cher que le beurre AOP Poitou-Charentes qu'elle utilise habituellement. Elle souligne l'importance de coopérer sur le territoire pour valoriser les matières premières locales.

## Dispositifs de coopération de la Communauté d'agglomération

Marie-Agnès Barrière présente plusieurs dispositifs de coopération mis en place par la Communauté d'agglomération du Pays basque. Elle évoque l'appel à projets "Tiers-lieux de production et espace de fabrication", qui a évolué pour favoriser les logiques de coopération productive entre acteurs. Elle cite l'exemple d'une coopération entre RESAK (recyclage de plastique) et Txirrind'Ola (atelier réparation et de vente de vélos). Elle mentionne également le projet "Entreprises et Eau", qui sensibilise et accompagne les entreprises à l'économie de la ressource en eau, en les regroupant par bassin de production ou par thématique pour favoriser les retours d'expérience. Elle présente aussi "Bask'innov", une démarche d'innovation ouverte où des entreprises soumettent des problématiques qui sont travaillées collectivement par des groupes mixtes (entreprises, techniciens, chercheurs). Enfin, elle évoque la construction de tiers-lieux, comme celui de Banca, pour créer des espaces de coopération sur le territoire.

## Exemples concrets des démarches de coopération

Marine de Baillenx présente trois niveaux de coopération qui émergent de la CEC. Le premier concerne les coopérations inter-organisations sur des problématiques communes, comme le foncier au Pays basque. Elle cite l'exemple d'entrepreneurs de différents secteurs (agroalimentaire, expertise comptable, sellerie) qui ont investi ensemble dans un bâtiment pour proposer des logements à leurs salariés, répondant ainsi à la fois aux enjeux d'artificialisation des sols et de recrutement local. Le deuxième niveau concerne la mutualisation des ressources, comme les mètres cubes dans la chaîne logistique pour éviter les trajets à vide. Le troisième niveau implique des coopérations entre entreprises de l'économie marchande et acteurs de l'ESS, avec des entrepreneurs qui soutiennent financièrement des associations locales, notamment dans le domaine environnemental. Elle mentionne également que certains projets de coopération issus de la CEC ont choisi de se constituer en SCIC, montrant l'intérêt pour les structures juridiques de l'ESS.



## PRESENTATION PLEINIÈRE : PLATEFORME PARTICIPATIVE : ESSKabi

L'après-midi a débuté par la présentation du projet ESSKABI qui est une démarche de **plateforme participative et interactive pour l'ESS au Pays basque. Elle vise à renforcer la connaissance des acteurs du territoire et à valoriser leurs initiatives.** Cette plateforme vise à recenser les structures de l'ESS, à faciliter les coopérations entre elles et à sensibiliser le grand public. Elle propose un double accès : public pour les informations de base (domaine d'activité, localisation) et réservé aux adhérents pour des informations plus complètes. **La démarche est construite avec et pour les acteurs afin de répondre à leurs besoins réels et de favoriser l'émergence de projets communs.** La plateforme permettra aux structures de communiquer sur leurs événements, leurs besoins (recrutement, financement) et de mutualiser leurs compétences. **Elle constituera également un outil de capitalisation des informations, au service de l'animation du réseau et du développement de nouveaux partenariats.** KABIA lance un appel aux bénévoles et structures de l'ESS pour contribuer à la finalisation de cet outil, en participant à sa conception et en remplissant le questionnaire pour devenir membre de la plateforme.

Depuis le KABIA FESST, nous avons reçu l'information de **la sélection du projet ESSkabi au programme POCTEFA avec nos collègues de REAS NAVARRA.** Cette aide nous permettra de poursuivre l'ambition d'un projet transfrontalier permettant de renforcer les liens de coopération entre Iparralde et Hegoalde.

## PROGRAMMES ATELIERS : PARTENARIAT ET FINANCEMENT / LES NOUVELLES COOPERATIONS / PLATEFORME PARTICIPATIVE DE L'ESS

- Un premier atelier a eu lieu en deux sessions sur les financements et les partenariats animé par Leïla Bret, qui a accompagné dix associations l'année précédente dont trois ont déposé des demandes de subventions européenne cette année. Sur les trois, 2 ont déjà obtenu les financements européens et la dernière est sur liste d'attente et devrait l'obtenir prochainement.
- Un deuxième atelier a conduit à réfléchir ensemble aux modalités de coopération que l'on pourrait développer pour mieux agir collectivement en faveur d'un pays basque plus juste et plus durable. De belles idées qui raisonnent avec la raison d'être de KABIA et pourront inspirer les chantiers en cours ou à venir.
  - REVAL'ESS : campagne de communication pour rendre visible et accessible l'ESS

- Développer les espaces et moments de rencontres pour définir nos modalités d'action collective pour répondre aux besoins du territoire à partir d'une bonne identification des acteurs (ESSkabi)
  - Créer un lieu physique ou dématérialisé pour identifier et mutualiser les besoins
- Le troisième atelier a permis de faire découvrir la plateforme PROJET ESSKabi et de voir comment s'y impliquer avec les participants au KABIA FESST pour poursuivre la démarche.

## SUITE A DONNER

- Maxime Baduel a mentionné la **création d'une cellule de liaison et d'accompagnement pour suivre la santé économique des acteurs de l'ESS et apporter des solutions de financement.**
- Maxime Baduel a évoqué **le lancement d'une campagne de communication grand public début 2026** avec France Télévisions et Radio France pour montrer aux citoyens la puissance et le rôle de l'ESS dans leur quotidien.
- Maxime Baduel a indiqué qu'il travaille avec le ministère en charge des associations et le cabinet du Premier ministre pour **mettre à jour les modes de gestion des subventions afin de clarifier la relation partenariale entre l'État, les collectivités et les structures associatives.**
- Maxime Baduel s'est engagé à envoyer des **informations sur les solutions de financement et d'accompagnement pour les structures de l'ESS en difficulté**, à transmettre aux acteurs intéressés.
- Ximun Carrere a annoncé que les **résultats complets du travail sur le Pays Basque 2040 seront rendus le 13 décembre**, et que le travail se poursuivra toute l'année suivante sur tous les sujets identifiés.
- Marie-Agnès Barrière a mentionné que la **Communauté d'agglomération du Pays basque continuera à faire évoluer ses outils d'aide aux entreprises vers l'accompagnement dans la transition écologique et énergétique.**
- Marine de Baillenx a indiqué que la **CEC Pays basque va lancer son premier parcours au niveau d'un bassin de vie en 2026**, avec l'objectif d'avoir 30 organisations et 64 participants.
- KABIA chef de file du projet ESSKabi appelle à la mobilisation des structures de l'ESS la plateforme et les structures de l'ESS à revenir vers nous pour remplir le questionnaire et pour devenir membre de la plateforme.

- KABIA en partenariat avec Social Hacker Lab (Laïla Bret et Sonia Omakhir) proposeront pour **début 2026 un dispositif d'accompagnement de dix structure ESS pour l'obtention de financements européens et privé.**
- **Soutenir KABIA** pour que nous puissions continuer à sensibiliser à l'ESS, à faire se rencontrer les acteurs engagés du territoire et à échanger ensemble et co-construire une économie sociale et solidaire pérenne et ambitieuse en Pays basque.

[Je soutiens KABIA](#)



# REMERCIEMENTS

## à vous tous qui nous avez soutenu

